



ARRETE MUNICIPAL n° 2024-165 portant mainlevée de l'interdiction d'accéder et maintenant l'interdiction d'habiter de l'arrêté 2024-160

Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-22 et R 511-1 à R 511-13 ;

Vu l'avis de M. Pierre PAYAN expert conseil en date du 14/08/2024 constatant la réalisation de travaux mettant fin aux périls motivant l'interdiction d'accéder au bâtiment D sis 101 rue du Pont Neuf 73100 Grésy-sur-Aix (parcelle AN43) et appartenant à l'OPAC SAVOIE, mais confirmant la nécessité d'interdire l'habitation de cet immeuble tel que motivé par l'arrêté de mise en sécurité n°2024-160 en date du 13/08/2024 ;

Considérant que le Maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale, laquelle a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques,

Considérant qu'un incendie s'est déclaré dans l'après-midi du 11 août 2024 sur les bâtiments D, E, F et G sis 101 rue du Pont Neuf 73100 Grésy-sur-Aix (parcelle AN43),

Considérant l'avis du commandant des opérations de secours,

Considérant les avis de M. Pierre PAYAN expert conseil, en date du 13/08/2024 et du 14/08/2024,

Considérant qu'il ressort des avis susvisés que le bâtiment D n'est toujours pas habitable pour une durée indéterminée,

Considérant que cette situation compromet la sécurité des personnes sur ce bâtiment,

Considérant qu'il ressort de ces avis qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique,

ARRÊTE

Article 1er : Sur la base des avis précités, il est pris acte de la réalisation des travaux qui mettent fin au péril constaté dans l'arrêté de mise en sécurité 2024-160, permettant d'accéder à l'immeuble.

En conséquence, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté 2024-160 pour ce qui concerne l'interdiction d'accéder au bâtiment D.

Les prescriptions relatives à l'interdiction d'habiter cet immeuble restent en vigueur.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié aux personnes concernées, propriétaire et occupants, contre signature.

A défaut de connaître l'adresse actuelle de ces personnes ou de pouvoir les identifier, la notification est valablement effectuée par affichage à la mairie de Grésy-sur-Aix, sur l'immeuble en question.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble aux frais du propriétaire.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et porté à la connaissance des occupants. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'à la mairie, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5 :

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le responsable de la Police Municipale - l'ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Savoie au titre du contrôle de légalité.

Fait à Grésy-sur-Aix, le 14/08/2024



Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 14/08/2024
Certifié exécutoire le : 14/08/2024

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai